

Renvoi au comité des monnaies de quelques pièces de monnaies faites avec la matière des cloches, lors de la séance du 17 mai 1791

Antoine Balthazar d' André

## Citer ce document / Cite this document :

André Antoine Balthazar d'. Renvoi au comité des monnaies de quelques pièces de monnaies faites avec la matière des cloches, lors de la séance du 17 mai 1791. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XXVI - Du 12 mai au 5 juin 1791. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1887. p. 134;

https://www.persee.fr/doc/arcpa\_0000-0000\_1887\_num\_26\_1\_10908\_t1\_0134\_0000\_5

Fichier pdf généré le 10/07/2019



M. Dupont. L'instruction me paraît d'autant plus nécessaire qu'il a été soutenu, dans l'Assemblée, que vous n'avez pas rempli l'engagement que vous avez pris envers les colonies. Si des lettres parties de France apportaient aux colons ces nouvelles, elles y jetteraient un grand trouble et un grand désordre. Or, Messieurs, cette opinion est extrêmement fausse; mais puisqu'elle s'est manifestée, il faut écrire aux colonies que vous n'avez pas manqué à vos engagements; qu'au contraire, par condescendance, vous avez accorde aux colons blancs plus qu'ils ne demandaient; car l'article 4 du décret du 28 mars concernait tous les hommes libres, propriétaires et contri-buables, et cependant vous avez établi deux classes intermédiaires : les affranchis et les hommes libres nés de mères non libres.

Vous avez donc donné aux colons blancs plus que, d'après vos décrets antérieurs, ils pouvaient espérer. Il est donc bon que cette vérité, manifestée par l'Assemblée nationale, montre à ses provinces qu'ils se sont trompés, ceux qui croient que l'Assemblée nationale a manqué à son engagement. Je ne suis pas indépendant du soupçon de l'erreur, si ce n'est du crime. Et comme il est certain que plusieurs membres des colonies ont écrit l'année dernière des lettres qui y ont porté le trouble, lettres dont le rapport doit vous être fait par votre comité des recherches, j'appuie la

proposition de M. Regnaud.

En conséquence, je propose que M. le Président se retire par devers le roi pour le prier de suspendre de quatre jours le départ des vaisseaux pour les colonies, afin que les mêmes vaisseaux qui porteront les erreurs, y apportent aussi la vérité. (Applaudissements.)

M. Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély). Si je n'étais pas convaincu de la nécessité de ma première mesure, je n'hésiterais pas, mais je suis si fortement persuadé qu'il peut résulter, de la dénaturation de votre décret, des maux incroyables, que je crois qu'il faut qu'il arrive en même temps un préservatif. Qu'il me soit permis de vous rappeler que les premiers troubles arrivés dans les colonies sont nés de la plus mauvaise interprétation de vos meilleurs décrets, des décrets que les meilleurs colons approuvaient et trouvaient très bons. Il y a eu des hommes assez malveillants pour mal interpréter ceux mêmes de vos décrets qu'ils n'avaient pas osé accuser ni combattre dans cette Assemblée; comment peuton croire qu'il ne soit pas nécessaire, surtout dans cette occasion, d'envoyer dans les colonies une instruction qui, étant la manifestation vraie de vos intentions, aura infiniment plus de poids que les lettres particulières, qu'on ne manquera pas d'y faire circuler pour y exciter des troubles? Elle calmera l'effervescence, elle assurera la tranquillité. Je vous conjure de ne pas rejeter cette mesure, que je crois extrêmement importante.

(L'Assemblée charge ses comités réunis de préparer et rédiger cette instruction.)

- M. **Martineau**. Je propose que ce soit M. Regnaud qui fasse l'instruction.
- M. Rewbell. Je propose, moi, que ce soit M. Dupont.

Plusieurs membres: Nous demandons que ce soit M. Martineau.

M. le Président. M. Dubois, employé à la

monnaie de Strasbourg, m'a fait passer quelques pièces de monnaie faites avec la matière des cloches.

(Ces pièces sont renvoyées au comité des monnaies.)

- M. Camus, au nom du comité central de liquidation, fait un rapport et propose un projet de décret relatif au remboursement de plusieurs parties de la dette arriérée des départements de la maison du roi, de la guerre et de la marine.
- MM. Martineau et Defermon s'élèvent contre la partie du projet de décret relative au payement des différentes sommes échues jusqu'à ce jour pour partie du prix des forges et dépendances vendues au roi par M. de La Chaussade, et demandent que les commissaires du roi, près les tribunaux de la situation des biens, pourvoiront à cet égard aux formalités usitées pour tous les particuliers.

Le projet de décret est mis aux voix avec cette

modification dans les termes suivants:

« L'Assemblée nationale, ouï le rapport de son comité central de liquidation, qui a rendu compte des vérifications et rapports faits par le directeur général de la liquidation, décrète qu'en conformité de ses précédents décrets sur la liquidation des dettes de l'Etat, et sur les fonds destinés à l'acquit de ladite dette, il sera payé aux ci-après nommés, pour les causes qui vont être expliquées, les sommes qui seront pareillement déterminées, savoir:

1º ARRIÉRÉ DU DÉPARTEMENT DE LA MAISON DU ROI, DE L'ANNÉE 1789.

Palefreniers, garçons d'attelages et autres employés dans la maison du roi.

	ı.	s.	d.
Marin	343	15	0
Blanchard l'aîné	343	15	0
L'Epine	343	15	0
Gautruche	426	5	Ŏ
Dufour.,	152	10	Ŏ
Martin	184	10	Ŏ
Lardé	343	15	Ŏ
Boulanger l'aîné	418	15	Ŏ
Boulanger le cade	$\tilde{3}\tilde{4}\tilde{3}$	15	Ŏ
Huet	343	15	Ŏ
L'Iblond	343	1š	Ŏ
Lyonnois	343	$\tilde{15}$	ŏ
Facquet	343	<b>1</b> 5	Ŏ
Labaye.	343	15	ŏ
Bontems	343	15	ŏ
Rouard	593	15	ŏ
Gaillet	481	5	ŏ
Badin, porteur	675	ŏ	ŏ
Badin, postillon	550	ŏ	ŏ
Maintien	650	ŏ	ŏ
Aumoitié	675	ŏ	ŏ
Vaudin	675	ŏ	ŏ
Richard	426	5	ŏ
Dominique	$3\widetilde{4}\widetilde{3}$	15	ŏ
Motté père	440	ŏ	ŏ
Fortin	426	5	ŏ
Christille	426	š	ŏ
Motté fils	426	5	ŏ
Bardon	343	15	ŏ
	343	15	ŏ
Lavigne	343	15	ŏ
Hyacinthe	343	15	ő
Saint-Marc	949	10	U